



ROCHEBRUNE

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DE ROCHEBRUNE





ROCHEBRUNE

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DE ROCHEBRUNE

Intitulé de l'étude	Dossier d'enquête publique relative au Zonage d'Assainissement des eaux usées de la commune de Rochebrune
----------------------------	---

Version	Date	Rédaction	Validation	Modifications
V1	16/07/2024	Thomas PORAS	Jérémy LATGE	Rédaction initiale
V1	16/09/2024	Thomas PORAS	Jérémy LATGE	Compléments au rapport

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	5
1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE	6
1.1 Le zonage d'assainissement.....	6
1.1.1 Définition réglementaire	6
1.1.2 Obligation de réalisation d'une enquête publique	6
1.1.3 Opposabilité aux tiers du zonage.....	7
1.1.4 Incidences et limites du zonage	7
1.2 Les obligations de la collectivité	8
1.2.1 Contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.....	8
1.3 Les obligations des particuliers.....	8
1.3.1 Accès aux propriétés.....	8
1.3.2 Entretien des dispositifs d'assainissement non collectif.....	8
1.3.3 Mise en conformité des installations d'assainissement non collectif.....	9
1.3.4 Obligation de raccordement.....	9
2. PRESENTATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	10
2.1 Situation administrative et géographique	10
2.2 Contexte climatique	12
2.3 Contextes géologique, hydrogéologique et hydrologique	14
2.4 Urbanisme, démographie et activités	18
2.4.1 Situation actuelle	18
2.4.2 Activité agricole	19
2.4.3 Perspectives d'évolution.....	19
3. PRESENTATION DES SERVICES AEP ET ASSAINISSEMENT	21
3.1 Présentation du service d'alimentation en eau potable.....	21
3.1.1 Compétence et gestion du service.....	21
3.1.2 Prix de l'eau	21
3.1.3 Données d'exploitation AEP	21
3.2 Fonctionnement du système d'assainissement.....	22
3.3 Caractérisation du patrimoine des réseaux d'assainissement	23
3.3.1 Patrimoine des collecteurs	23
3.3.2 Inventaire des regards et des grilles avaloires.....	23
3.4 Diagnostic de l'Assainissement non collectif.....	25
3.4.1 Etat général de l'assainissement non collectif.....	25
3.4.2 Caractérisation des installations en assainissement non collectif sur le village	26
4. PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	28
4.1 Secteur étudié pour le raccordement a l'assainissement collectif	29
4.1.1 Caractéristique démographique sur le secteur du village	29

4.1.2	Scénario de raccordement retenu pour le village.....	29
4.2	Dimensionnement de la station d'épuration	32
4.3	Site de la future station d'épuration.....	32
4.3.1	Implantation	32
4.3.2	Contraintes	33
4.3.3	Filière de traitement adaptée	35
4.3.4	Estimatif financier	36
5.	CHOIX DES ELUS ET ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	37
	ANNEXES	40

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : Plan zonage d'assainissement des eaux usées (format A0)

Annexe 2 : Fiche Evaluation Environnementale DREAL

AVANT-PROPOS

L'épuration des eaux, nécessité reconnue de tous, doit franchir une étape importante en étant l'objet d'une rigueur accrue. Dans un souci du respect de l'environnement et de la réglementation, la commune de Rochebrune a lancé une réflexion globale sur les possibilités d'assainissement sur son territoire.

La loi sur l'eau n°92-3 du 3 Janvier 1992 et la nouvelle Loi sur l'eau et les milieux aquatiques n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 oblige les communes et leurs groupements à délimiter les zones relevant de l'assainissement collectif, les zones relevant de l'assainissement non collectif, et, le cas échéant les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux pluviales.

Cette démarche est inscrite dans le Code général des collectivités territoriales à l'article L2224-10 ainsi rédigé :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Une enquête publique est obligatoire avant d'approuver la délimitation des zones d'assainissement. Cette enquête est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-27 du code de l'environnement (article R2224-8 du Code général des collectivités territoriales).

- Le zonage d'assainissement mis en place par la commune concerne l'ensemble du territoire qui est découpé en zones auxquelles sont attribués des modes d'assainissement. Ce zonage est soumis à une enquête publique et sera annexé au document d'urbanisme.
- Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

Ce dossier d'enquête est constitué :

- de la présente notice justifiant le zonage
- d'une carte de zonage d'assainissement
- de l'avis de l'Autorité Environnementale concernant l'examen au cas par cas.

1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1.1 LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

1.1.1 Définition réglementaire

Dans son article L. 2224-10, le Code Général des Collectivités Territoriales stipule que les collectivités responsables de l'assainissement doivent délimiter après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Selon l'article R2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, « peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif. »

Concernant les eaux de ruissellement, conformément à l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les collectivités doivent délimiter :

- les zones où doivent être prises des mesures pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations de stockage éventuel, et si besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Le présent dossier d'enquête publique concerne uniquement le zonage d'assainissement des eaux usées.

Les eaux de ruissellement ne sont pas concernées par ce dossier.

1.1.2 Obligation de réalisation d'une enquête publique

Le zonage d'assainissement est un projet soumis à obligation de réalisation d'une enquête publique.

Plusieurs articles du Code Général des Collectivités Territoriales définissent les modalités de réalisation de cette enquête publique :

- L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que : « *l'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du Code de l'Environnement .* »
- L'article R2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que : « *le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.* »

1.1.3 Opposabilité aux tiers du zonage

Le zonage d'assainissement, une fois approuvé par délibération de l'autorité compétente après enquête publique, ne constitue pas un document opposable aux tiers.

Pour ce faire, deux cas se présentent :

- **Si la commune dispose d'un Plan Local d'Urbanisme** : les dispositions du zonage d'assainissement doivent être traduites dans le règlement du PLU et la carte de zonage doit être annexée au document d'urbanisme (Article R151-53 du Code de l'Urbanisme), soit à l'occasion d'une mise à jour, soit à l'occasion de sa révision. L'opposabilité du zonage sera assurée de fait lorsque l'intégralité des dispositions du zonage aura été reprise dans les pièces du document d'urbanisme.
- **En l'absence de document d'urbanisme**, les dispositions du zonage d'assainissement peuvent être rendues opposables aux tiers par un arrêté municipal édictant ces prescriptions en application de l'article L1311-2 du Code de la Santé Publique.

1.1.4 Incidences et limites du zonage

Le zonage a pour vocation principale de définir le mode d'assainissement des différents secteurs d'un territoire au regard de deux critères principaux : l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et le coût de chaque option d'assainissement.

Le zonage n'est pas un document de programmation de travaux : il ne fixe aucune échéance pour la réalisation de travaux de desserte par le réseau dans les zones classées en assainissement collectif actuel ou futur.

Il ne crée pas non plus de droits acquis pour les tiers situés en zone d'assainissement collectif en terme de desserte par le réseau public d'assainissement.

Les incidences et limites du zonage d'assainissement sont donc les suivantes :

- en délimitant les zones d'assainissement, la collectivité n'est pas contrainte de réaliser des équipements publics ni de prolonger les réseaux existants à une échéance donnée ;
- les constructions situées en zone d'assainissement collectif ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. Aussi, en l'absence de réseau, elles doivent disposer d'un équipement individuel aux normes et maintenu en bon état de fonctionnement ;
- le zonage est susceptible d'évoluer, pour tenir compte de situations nouvelles (exemple : révision du Plan Local d'Urbanisme) ;
- il n'est pas nécessaire que les zones d'assainissement soient définies pour que la collectivité mette en place un service de contrôle et éventuellement d'entretien des installations individuelles, même si le zonage constitue un préalable logique.

Il est donc fortement conseillé à la collectivité d'assurer une bonne information de la population pour éviter tout malentendu sur ces incidences du zonage : nécessité de disposer d'un système d'assainissement non collectif dès lors qu'il n'y a pas de réseau existant. Le classement en zone d'assainissement collectif ne constitue pas un engagement de la collectivité à réaliser des travaux à court terme.

1.2 LES OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

1.2.1 Contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif

L'alinéa III de l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les collectivités assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer. »

Ainsi, deux types de contrôles doivent être assurés par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) :

- **Contrôle de vérification de la conception et de l'exécution** : pour les installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans ;
- **Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien**, établissant si nécessaire une liste des travaux à effectuer : pour les autres installations.

Selon ce même article, « les collectivités déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une **périodicité qui ne peut pas excéder huit ans**. »

Remarque importante : l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 54 JORF 31 décembre 2006, précise que les collectivités « *peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.* »

Si elles le désirent, les collectivités peuvent donc imposer aux particuliers, au travers du règlement public d'assainissement non collectif, la réalisation d'une étude de sols à la parcelle préalable aux travaux de création ou de réhabilitation d'un dispositif d'assainissement autonome.

1.3 LES OBLIGATIONS DES PARTICULIERS

1.3.1 Accès aux propriétés

L'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique stipule : « Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour [...] assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service. »

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite dont une copie doit être adressée aux propriétaires des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

1.3.2 Entretien des dispositifs d'assainissement non collectif

Les dépenses d'entretien de l'assainissement non collectif sont à la charge des propriétaires.

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 stipule : « les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le

préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement ».

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

1.3.3 Mise en conformité des installations d'assainissement non collectif

Le traitement des eaux usées des habitations non raccordées à un réseau public de collecte est obligatoire (Article L.1331-1 du Code de la Santé Publique). L'utilisation seule d'un prétraitement n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux en sortie de la fosse toutes eaux (ou micro station) est interdit.

Dans le cas de non-conformité de l'installation, la Loi sur l'Eau de décembre 2006 donne un **délai de 4 ans** au propriétaire pour effectuer les travaux prescrits après le contrôle de la collectivité.

L'arrêté du 27 avril 2012 précise les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes.

Ainsi les délais de mise en conformité à retenir sont les suivants :

- « Les travaux sont réalisés sous **quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré** », d'après l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique ;
- « Les travaux sont réalisés **au plus tard un an après la vente** », d'après l'article L. 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation.

1.3.4 Obligation de raccordement


L'article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique rend « obligatoire le raccordement des habitations aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques dans un **délai de deux ans après leur mise en service**. »

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires. Si le propriétaire ne s'est pas conformé à ces obligations, la collectivité peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais du propriétaire aux travaux indispensables (Code de la santé publique, art. L. 1331-6).

L'article L. 1331-1 du code de la santé publique permet à la collectivité de décider de percevoir auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12 du Code général des collectivités territoriales, entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement. Le propriétaire qui ne respecte pas l'ensemble de ces obligations est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé ou équipé d'une installation autonome réglementaire et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 % (Code de la santé publique, L. 1331-8).

2. PRESENTATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE

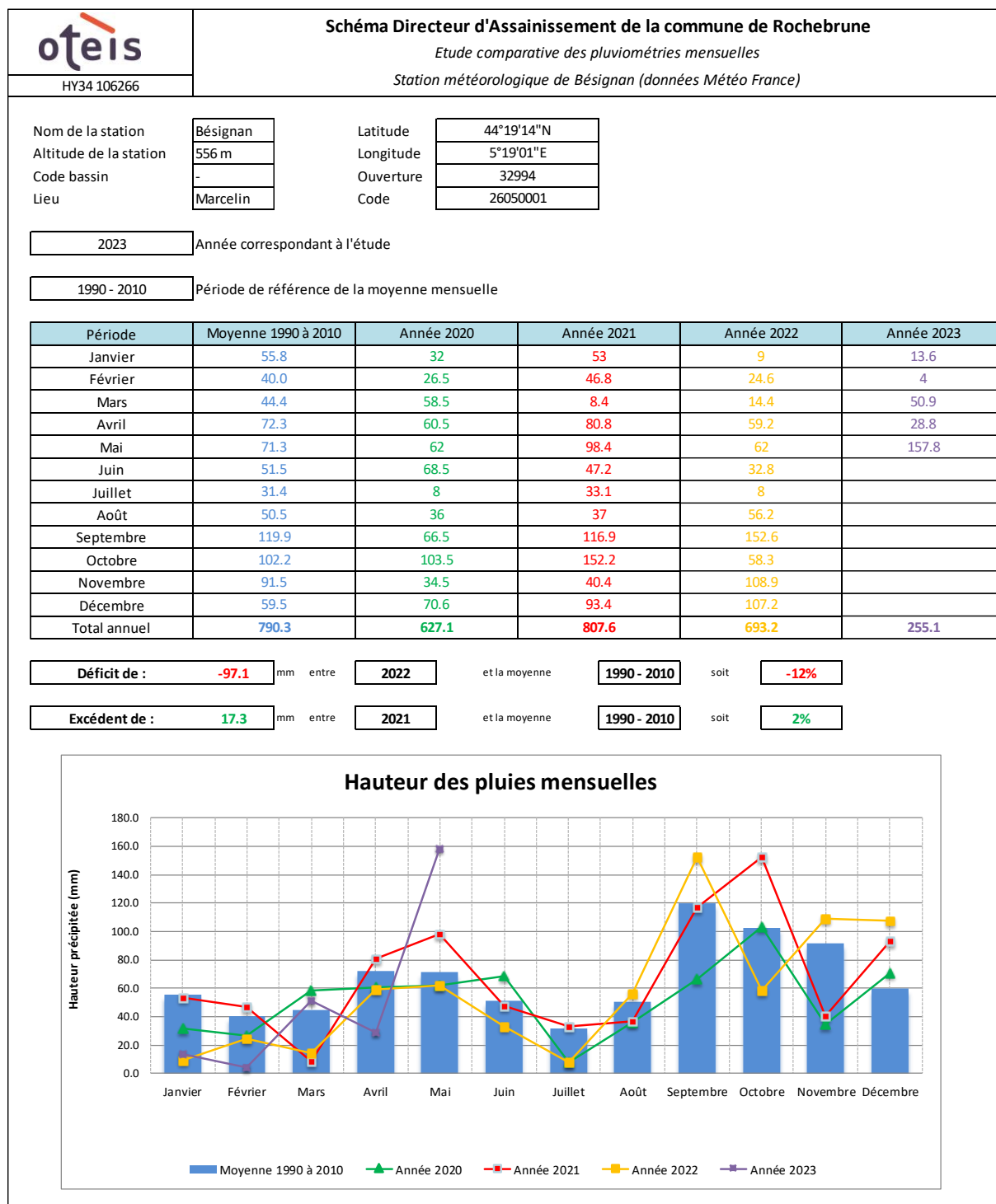
2.1 SITUATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE

Situation administrative et cadre géographique	
Périmètre d'étude	Commune de Rochebrune
Situation géographique	<p>Département de la Drôme, région Auvergne-Rhône-Alpes</p> <p>à 25 km à l'Est de la ville de Nyons</p> <p>à 13 km au Nord de Buis-les-Baronnies</p> <p>à 3 km au Sud-Ouest de Sainte-Jalle</p>
	 <p>Limite du département de la Drôme (26)</p>
Superficie du territoire	16.15 km ²
Altitudes	Mairie Rochebrune : 576 mNGF ; Min : 440 mNGF ; Max : 1 189 mNGF
Paysage	<p>La commune de Rochebrune est située dans le sud de la Drôme dans la vallée de l'Ennuye.</p> <p>Il s'agit d'une commune rurale dont le village authentique bâti de vieille pierre est perché sur un éperon Rocheux surplombant la vallée. Le paysage alterne collines boisées, vignobles et culture de cerisiers.</p>

Site(s) Classé(s) et Inscrit(s)	Sites classés : néant Sites inscrits : Ancien château, tours et église Saint-Michel depuis le 16 avril 1974
Communauté(s) de communes	La Communauté de Communes des Baronnie en Drôme Provençale
Zone(s) protégée(s)	<p>Les ZNIEFF de type 1 sont des secteurs d'une superficie généralement limitée, caractérisés par la présence d'espèces, de milieux rares remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont très sensibles aux équipements ou transformations même de faible importance.</p> <p>Les ZNIEFF de type 2 sont de grands ensembles naturels (massifs forestiers, vallées, plateaux...) riches et peu modifiés offrant des potentialités biologiques importantes. Il y est important de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.</p> <ul style="list-style-type: none"> — ZNIEFF de type 1 : <ul style="list-style-type: none"> ZNIEFF n° 820030433, « Montagne de Linceuil » Superficie : 93 ha ZNIEFF n° 820030481, « Montagne de Baume Noire, Montagne des Plates et Gorges d'Ubriex » Superficie : 467 ha — ZNIEFF de type 2 : <ul style="list-style-type: none"> ZNIEFF n° 820003632, « Chainon Occidentaux des Baronnie » Superficie : 21 193 ha ZNIEFF n° 82003420, « Chainons Méridionaux des Baronnie » Superficie : 60 348ha — Zone NATURA 2000 – Directive Habitats : <ul style="list-style-type: none"> Zone FR8212019, « Baronnie – gorges de l'Eygues » Superficie : 12 481 ha — Parc naturel régional des Baronnie Provençale (FR8000052)

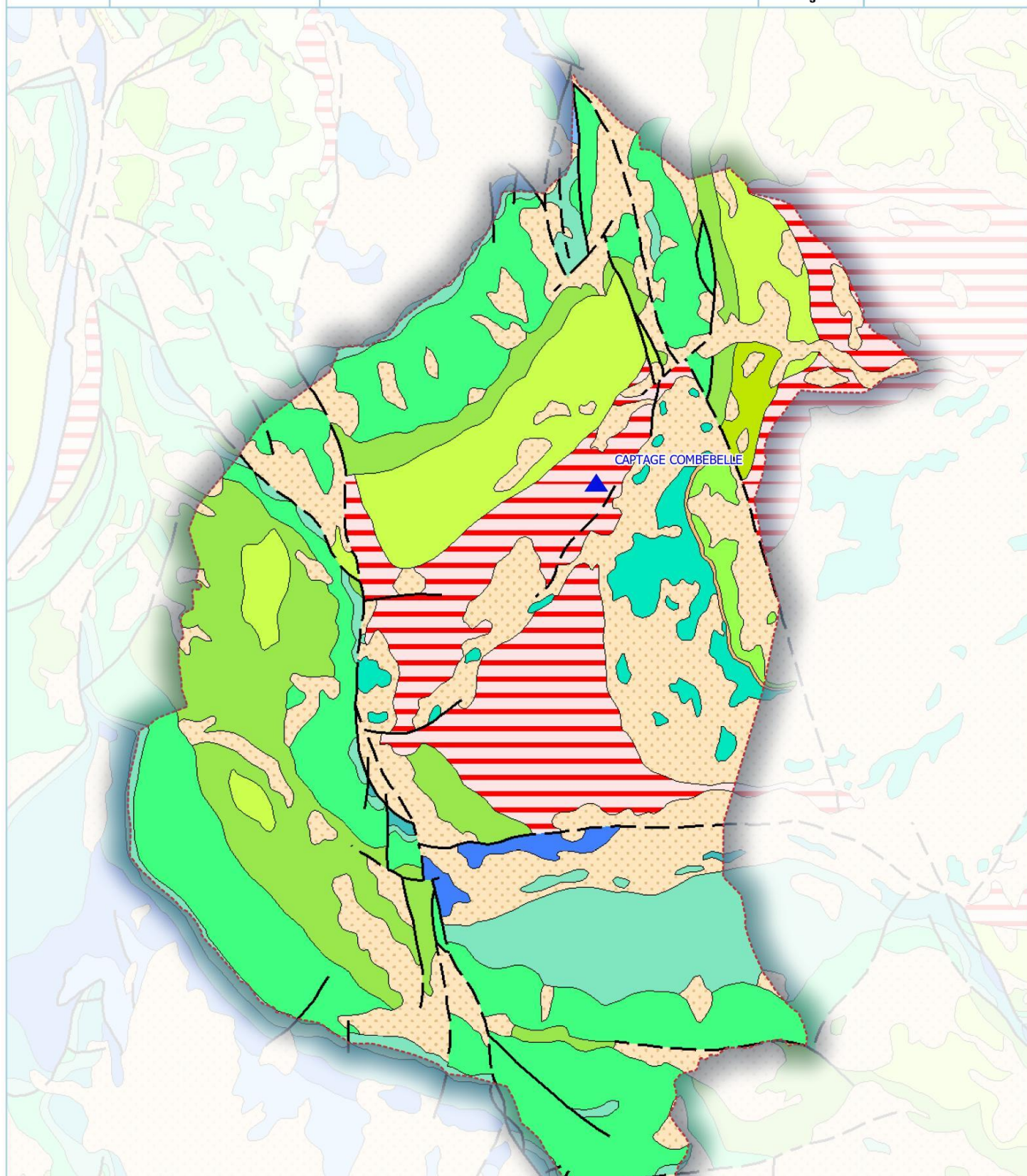
2.2 CONTEXTE CLIMATIQUE

Contexte climatique	
Station météorologique	Les moyennes pluviométriques mensuelles et annuelles sont données par la station météorologique de Bésignan (6 km à l'Est du village)
Le climat	<p>Le climat du territoire est de type méditerranéen à influence continentale avec des étés chauds et secs et des pluies irrégulières et des vents violents :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Faible pluviométrie estivale : les précipitations sont orageuses, mais courtes et très localisées : étiages marqués entre juin et août – Intersaisons marquées par des pluies dont les plus abondantes se situent en général au printemps ou à l'automne. Les précipitations peuvent être torrentielles et occasionner des dégâts matériels – Les mois de septembre à novembre concentrent la majeure partie de la pluviométrie moyenne annuelle
Analyse des précipitations	<p>Les moyennes pluviométriques mensuelles et annuelles sont données par la station météorologique de Bésignan :</p> <ul style="list-style-type: none"> – En moyenne entre l'année 1990 et 2010, la hauteur d'eau recueillie annuellement est de 790,3 mm ; – L'année 2020 présente un fort déficit en eau (-163,2 mm) face à la moyenne, avec 627,1 mm seulement enregistrés sur l'année ; – L'année 2021 présente un léger excédent pluviométrique (+17,3 mm) par rapport à la moyenne de 1990-2010, avec 807,6 mm de précipitation mesurées sur cette année ; – L'année 2022 présente de nouveau un fort déficit en eau (-97,1 mm) face à la moyenne, avec 693,2 mm enregistrés sur cette année ; – Le début de l'année 2023 est marqué par une faible pluviométrie, qui est rattrapée par le mois de Mai où le cumul des pluies s'élève à 157,8 mm.



2.3 CONTEXTES GEOLOGIQUE, HYDROGEOLOGIQUE ET HYDROLOGIQUE

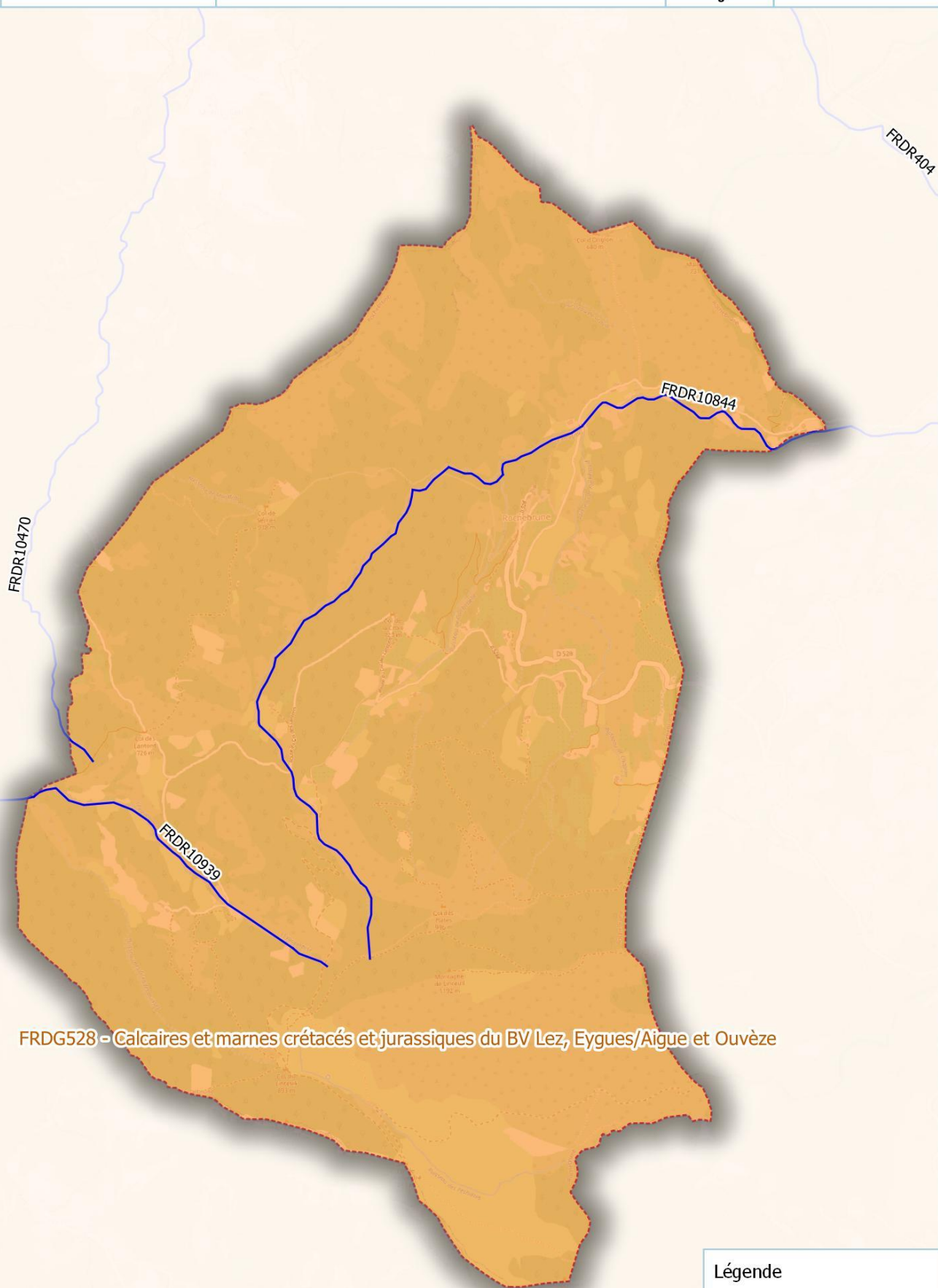
Contextes géologique et hydrogéologique	
Principales formations géologiques rencontrées (nature et localisation)	<p>Le territoire est composé de différentes formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> Formations au nord du territoire : On retrouve des éboulis stabilisés et des éboulis vifs alluvion, des marnes feuilletées, des calcaires en plaquettes et des calcaires sublithographiques blancs, argileux beiges ; Formations au sud : On retrouve des formations de calcaires urgoniens indifférenciés, des calcaires bioclastiques.
Masses d'eau souterraine : caractéristiques, objectifs et programme de mesures (PDM) du SDAGE 2022-2027	<p>Au niveau hydrogéologique, une masse d'eau souterraine est répertoriée :</p> <ul style="list-style-type: none"> Calcaires et marnes crétacés et jurassiques du BV Lez, Eygues/aigue et Ouvèze Type d'aquifère : Calcaires marneux Ecoulements : Imperméable localement aquifère Code masse d'eau : FRDG528 Superficie : 1 233.21 km² Objectifs : Bon état quantitatif 2015 / Bon état chimique 2015 Etats : Bon état quantitatif / Bon état chimique Enjeu : /
Contraintes spécifiques (Zone vulnérable, ZRE,...)	<p>La commune de Rochebrune est située dans la Zone de Répartition des Eaux (ZRE) du Bassin versant de l'Aygues (septembre 2016)</p> <p>Elle est également concernée par le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) de l'Aygues/Eygues (janvier 2019)</p>
Risques majeurs	<p>Plusieurs risques naturels sont identifiés sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Séisme : risque modéré – Mouvement de terrain – Retrait gonflement des argiles : risques important – Feu de forêt – Radon : risque faible



Légende :

- ▲ Captage
- ▭ Limite communale
- Eb Eboulis stabilisés et éboulis vifs
 o1 Marnes, calcaires argileux gris bleu, calcaire gréseux (Cénomane)
 n2- Marnes bleues, grès et sables (Aptien supérieur - Albien)
 n3 Calcaires argileux et marnes (Hauteriviens indifférenciés)
 n4-5a Calcaires argileux gris, calcaire bioclastique et marnes (Barémien inférieur)
 n5b1 Calcaires bioclastiques à entroques du faciès "Lumachelle" au nord, marnes bleues à intercalations de grès roux ou marnes grises à bélemnites au sud (Aptien supérieur)
 n5b2 Clansayésien : Calcaires à Hyacanthophiles
 n6 Calcaires sublitographiques blancs, calcaires argileux beiges à caprineilles et marno-calcaires gris noirâtres, localement, facès graveleux (Tithonique indifférencié - Berrassien)
 n7 Calcaires gris ou beiges en gros bancs, à pâte fine, avec passées de conglomérats intraformationnels (Tithonique)
 n8 Alternance de calcaires à pâte fine et de marno-calcaire (Kimméridgien indifférencié)
 n9 Marnes grises et bancs (ou fasciaux de bancs) de calcaires mameux à patine rouge (Oxfordien moyen)

Contexte hydrologique	
Zone(s) hydrographique(s)	Bassins versants de l'Aygues et de la Durance
Document(s) cadre(s) : SDAGE, SAGE, contrat...	<ul style="list-style-type: none"> – SDAGE : bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ; – SAGE du Lez en cours d'élaboration – Contrat de milieu : Eygues / Aygues.
Principaux cours d'eau	<p>Trois cours d'eau prennent leur source sur Rochebrune : la principale masse d'eau superficielle recensée est la rivière du Rieufrais, on retrouve également la source de la rivière Le Rieu et du ruisseau d'Aygue Marce.</p> <p>La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN).</p>
Existence d'un barrage EDF, caractéristiques et côte minimale	Sans objet
Masses d'eau superficielle : caractéristiques, objectifs et programme de mesures (PDM) du SDAGE 2022-2027	<p>Au niveau hydrologique, trois masses d'eau superficielles sont répertoriées :</p> <ul style="list-style-type: none"> La rivière le Rieufrais Type : Très petit cours d'eau naturel Code Masse d'eau : FRDR10844 Bassin versant : Eygues Objectifs : Bon état écologique 2015 / Bon état chimique 2015 Etats : Bon état écologique / Bon état chimique Enjeux : / La rivière Le Rieu Type : Très petit cours d'eau naturel Code Masse d'eau : FRDR10470 Bassin versant : Eygues Objectifs : Bon état écologique 2015 / Bon état chimique 2015 Etats : Bon état écologique / Bon état chimique Enjeux : / Le ruisseau d'aygue marce Type : Cours d'eau naturel, petit, moyen ou grand Code Masse d'eau : FRDR10939 Bassin versant : Durance Objectifs : Bon état écologique 2021 / Bon état chimique 2015 Etats : Bon état écologique / Bon état chimique Enjeux : Limiter les apports en pesticides agricoles, mettre en place un dispositif d'économie d'eau en agriculture, instruire une procédure d'autorisation dans le cadre loi sur l'eau
Risques liés aux cours d'eau et PPRI	Absence de PPRI sur le territoire



FRDG528 - Calcaires et marnes crétacés et jurassiques du BV Lez, Eygues/Aigue et Ouvèze

Légende

- Masses d'eau superficielles (FRDR)
- Masse d'eau souterraine (FRDG)
- Limite communale

2.4 URBANISME, DEMOGRAPHIE ET ACTIVITES

Les données INSEE sont extraites des recensements généraux et intermédiaires de 1968 à 2019 (valeur en vigueur en 2022) sur la commune de Rochebrune.

2.4.1 Situation actuelle

2.4.1.1 Évolution démographique de 1968 à 2019

En 2019, lors du dernier recensement, la commune des Rochebrune comptait 56 habitants permanents et 57 logements répartis comme suit :

- 27 résidences principales (soit une densité de 2,1 habitants par résidence) ;
- 30 résidences secondaires et logements occasionnels ;
- Absence de logements vacants.

L'évolution de la population est présentée ci-dessous :

(recensement INSEE 1968 à 2019)	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Population permanente	30	45	54	48	45	49	57	56
Taux de variation annuelle (%)	6.0%	2.6%	-1.5%	-0.7%	1.0%	3.1%	-0.3%	

La population communale a augmenté entre 1968 (30 habitants) et 1982 (54 habitants), avec un taux de croissance moyen de 4.3 %/an, avant de diminuer entre 1982 et 1990 pour atteindre une population de 45 habitants (-1.1%/an sur cette période). Ensuite, la population n'a cessé d'augmenter jusqu'au début des années 2010, atteignant 57 habitants en 2013. Enfin, depuis 2013 la population est stable.

L'évolution du nombre de logements est présentée ci-dessous :

(recensement INSEE 1968 à 2019)	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Nombre de résidences principales	8	11	17	16	18	24	24	27
Densité de population (nb. hab. / lg)	3.8	4.1	3.2	3.0	2.5	2.0	2.4	2.1
Taux de variation annuelle (%)	4.7%	6.4%	-0.8%	1.3%	3.2%	0.0%	2.0%	
Nombre de résidence secondaires	16	25	24	32	28	26	30	30
Taux de variation annuelle (%)	6.6%	-0.6%	3.7%	-1.5%	-0.8%	2.9%	0.0%	
Nombre de logements vacants	1	0	4	1	4	3	2	0
Taux de variation annuelle (%)	-	-	-15.9%	16.7%	-3.1%	-7.8%	-	

Le nombre de résidences principales a quant à lui continuellement varié entre 1968 et 2019, passant de 8 à 27 habitations. Le taux de croissance moyen sur la période est de 2,4 %/an.

La proportion importante de logements secondaires sur la commune a également très fortement augmenté entre 1968 et 2019, passant de 16 à 30 logements. Elle représente la part principale des logements sur le territoire, avec environ 53 % du parc d'habitations de la commune.

2.4.1.2 Population saisonnière

La population saisonnière inclut :

- Les résidences secondaires ;
- Les lits d'accueil touristiques (gîtes).

2.4.1.2.1 Population en résidence secondaires

En 2019, on recense 30 logements secondaires sur le territoire. Le niveau d'occupation des résidences secondaires a été estimé au maximum à 2 personnes par résidence.

Il est ainsi possible d'estimer une population secondaire maximum de **60 habitants** sur la commune en 2019.

2.4.1.2.2 Capacité d'accueil touristique

Le territoire communal dispose de quelques structures d'accueils touristiques dont plusieurs gîtes :

- 1 gîte/ auberge : 25 personnes.
- 1 gîte dans le village : 4 personnes.

Il y a donc une population de type « tourisme » maximum estimée à **29 personnes**.

2.4.1.3 Capacité d'accueil et population en occupation maximale

La capacité d'accueil maximale de la commune inclut :

- La population permanente ;
- La population saisonnière.

Les populations en période d'occupation maximale correspondent aux habitants présents simultanément sur le territoire communal en pointe.

Échéances	Population max. légale	Population max. en résidence secondaire	Population max. en sites touristiques	Capacité d'accueil maximale
2019	56	60	29	145

2.4.2 Activité agricole

2.4.2.1 Activité agricole en 2019

1 unité de transformation des produits de la ferme est recensée sur la commune de Rochebrune.

2.4.2.2 Développement des activités

La commune ne prévoit pas de développement d'activités consommatrices en eau et en rejet d'eaux usées extra-domestique en première approche.

2.4.3 Perspectives d'évolution

En 2022, les règles d'urbanisme applicables sur la commune de Rochebrune sont une couverture par le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Aucun projet d'urbanisme est à prévoir sur la commune.

La communauté de communes des Baronnie en Drôme Provençale fait partie du Syndicat Mixte du SCoT Rhône Provence Baronnie. Ce dernier, créé par arrêté inter-préfectoral le 27/12/2018, élabore le SCoT d'un territoire de 27 communes incluant Rochebrune. Ce document devrait être finalisé en 2026

Le tableau en page suivante synthétise aux diverses échéances du schéma directeur, les populations la capacité maximale d'accueil et la population présente en période d'occupation maximale :

oteis

Schéma directeur d'assainissement

Commune de Rochebrune

Données démographiques

Evolution de la population permanente

(recensement INSEE 1968 à 2019)

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019	2030	2040
Population permanente	30	45	54	48	45	49	57	56	56	56
Taux de variation annuelle (%)	6.0%	2.6%	-1.5%	-0.7%	1.0%	3.1%	-0.3%	0.0%	0.0%	0.0%

Evolution de la population permanente

Evolution et répartition des logements

(recensement INSEE 1968 à 2019)

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019	2030	2040
Nombre de résidences principales	8	11	17	16	18	24	24	27	27	27
Densité de population (nb. hab. / lg)	3.8	4.1	3.2	3.0	2.5	2.0	2.4	2.1	2.6	2.6
Taux de variation annuelle (%)	4.7%	6.4%	-0.8%	1.3%	3.2%	0.0%	2.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Nombre de résidence secondaires	16	25	24	32	28	26	30	30	30	30
Taux de variation annuelle (%)	6.6%	-0.6%	3.7%	-1.5%	-0.8%	2.9%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Nombre de logements vacants	1	0	4	1	4	3	2	0	0	0
Taux de variation annuelle (%)	-	-	-15.9%	16.7%	-3.1%	-7.8%	-	0.0%	0.0%	0.0%

Evolution et répartition des logements

Principaux sites d'accueil permanents ou touristiques

- 1 gîte dans le vieux bourg : 4 personnes maximum

- 1 gîte / auberge : 25 personnes maximum

Répartition des populations en situation actuelle et aux différents horizons

Échéances	Population max. légale	Population max. en résidence secondaire	Population max. en sites touristiques	Capacité d'accueil maximale
2019	56	60	29	145
2030	56	60	29	145
2040	56	60	29	145

Hyp : 2 personnes par logement pour les résidences secondaires

3 personnes par emplacement de camping

2 personnes par chambre de gîtes, hôtels et autres établissements d'accueil

3. PRESENTATION DES SERVICES AEP ET ASSAINISSEMENT

3.1 PRESENTATION DU SERVICE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

3.1.1 Compétence et gestion du service

La compétence d'alimentation en eau potable est portée par la commune de Rochebrune.

3.1.2 Prix de l'eau

Le prix de l'eau au 01/01/2022 est défini comme suit :

Exemple facture type 120 m ³ /an pour un abonné de Rochebrune - 1er janvier 2022					
Désignation		Quantité	Unité	PU (€)	Total (€)
Eau potable	Abonnement part fixe	1	F	100.00	100.00
	Consommation part proportionnelle	120	m ³	1.50	180.00
Redevances Agence de l'Eau	Redevances pour lutte contre pollution	120	m ³	0.28	33.60
Total eau potable hors redevances					280.00 €
Total eau potable taxes et redevances incluses					313.60 €

En 2022, le montant du prix de l'eau pour la partie AEP s'élève à 2.61 € TTC/m³ soit 313.60 €TTC pour une facture type de 120 m³.

La part proportionnelle du prix de l'eau a augmentée de 0,25 €/m³ entre les années 2021 et 2022.

3.1.3 Données d'exploitation AEP

Les données sur la commune Rochebrune sont présentées ci-après :

	2022
Estimation de la population raccordée au système AEP	56
Nombre installations recensées en Assainissement Non Collectif (ANC)	55
dont installations en ANC sur le village	29
Estimation de la population présente sur le village	11 à 60 selon période

3.2 FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

Il n'existe pas de système d'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Rochebrune, l'ensemble des habitations sont en assainissement autonomes. On retrouve toutefois un réseau d'assainissement des eaux pluviales strictement séparatif sur le village.

Le service public de l'assainissement des eaux pluviales est exploité en régie simple par la commune.

La compétence de l'assainissement non collectif (SPANC) est exercée par la Communauté de Communes des Baronnie en Drôme Provençale.

Les infrastructures d'assainissement collectif des eaux pluviales présentes sur le territoire sont les suivantes :

- 1 réseau de collecte des eaux pluviales enterré de 395 ml ;
- Un linéaire d'environ 240 ml de caniveau et de fossé permettant le transport des eaux pluviales sur la voirie vers les grilles avaloires ;
- 9 exutoires du réseau de collecte des eaux pluviales.



Sur l'ensemble de la commune, 55 installations en assainissement non collectif ont été recensées.

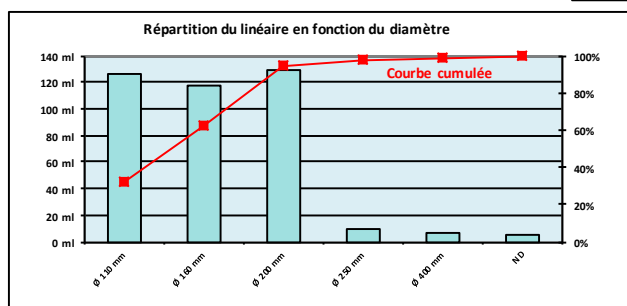
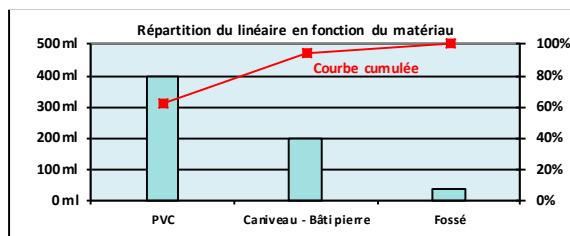
3.3 CARACTERISATION DU PATRIMOINE DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

3.3.1 Patrimoine des collecteurs

Sur le territoire communal, la longueur totale du réseau des eaux de collecte des eaux pluviales est de **636 ml** dont 395 ml de réseau enterré. La totalité du réseau d'assainissement est de type séparatif : il ne véhicule théoriquement que des eaux pluviales.

La répartition du linéaire par matériau et diamètre est détaillée dans les tableaux ci-dessous :

Nature	linéaire (ml)	Pourcentage
PVC	395 ml	62.1%
Caniveau - Bâti pierre	201 ml	31.6%
Fossé	40 ml	6.3%
Total	636 ml	



Diamètre	Linéaire (ml)	Pourcentage
Ø 110 mm	126 ml	31.9%
Ø 160 mm	118 ml	29.9%
Ø 200 mm	130 ml	32.9%
Ø 250 mm	10 ml	3%
Ø 400 mm	6 ml	2%
ND	5 ml	1%
Total	395 ml	

Le réseau d'assainissement des eaux pluviales est composé de conduites en PVC avec des diamètres principalement compris entre 110 et 200 mm. La quasi-totalité des matériaux et des diamètres sont connus sur le réseau.

Les diamètres les plus importants correspondent à des buses permettant le rejet des eaux pluviales en aval du réseau.

3.3.2 Inventaire des regards et des grilles avaloires

Le tableau suivant synthétise les ouvrages de visite et spéciaux recensés sur le réseau :

Type	Quantité	
	Eaux pluviales	Repéré par OTEIS
Regard avaloir	23	23
Grille avaloire	2	2
Sortie de réseau vers fossé	9	3
TOTAL	34	28



3.4 DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

3.4.1 Etat général de l'assainissement non collectif

Sur la commune, la compétence assainissement non collectif est portée par la Communauté de Communes Baronnies en Drôme Provençale.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) intervient auprès des habitations qui ne sont pas raccordées à un réseau public d'assainissement collectif.

L'assainissement non collectif ou ANC est une technique d'épuration qui consiste à traiter les eaux usées d'une habitation ou d'un ensemble bâti, à la parcelle. Une installation d'assainissement non collectif est généralement composée :

- d'un prétraitement : fosse septique ou toutes eaux (bac à graisses, préfiltre) ;
- d'un traitement par le sol naturel ou reconstitué (ou filtre compact ou micro-station).

Le SPANC, seule structure compétente, assure les contrôles obligatoires en matière d'assainissement non collectif. Ces contrôles permettent de supprimer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

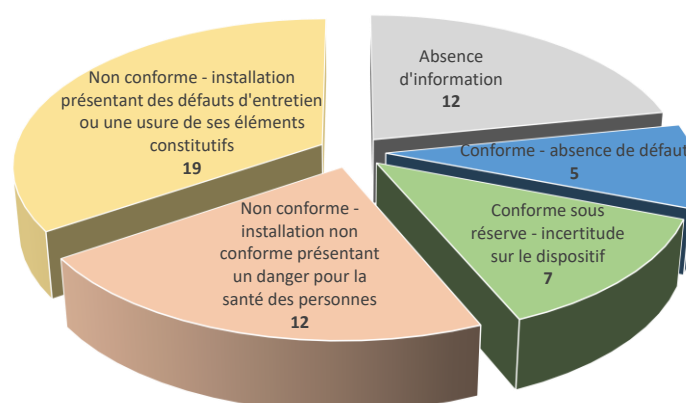
Son rôle :

- Assurer l'instruction des dossiers d'assainissement ;
- Apporter des conseils techniques ou réglementaires aux usagers, pour le traitement individuel de leurs eaux usées ;
- Vérifier la conformité réglementaire d'un projet ;
- Vérifier la conception technique, l'implantation et la bonne exécution des travaux d'installation de la filière d'assainissement non collectif ;
- Effectuer les contrôles obligatoires des travaux et de fin de travaux ;
- Effectuer le contrôle périodique de fonctionnement des installations, tous les 4 à 8 ans (au maximum tous les 10 ans) ;
- Effectuer le diagnostic de fonctionnement et d'entretien.

Au total sur la commune, **55 dispositifs sont estimés dont 43 ont fait l'objet d'un diagnostic.**

La classification de ces dispositifs est présentée ci-dessous :

- 5 installations conformes ;
- 7 installations conformes sous réserve – incertitude sur le dispositif ;
- 12 installations non conformes – présentant un danger pour la santé des personnes ;
- 19 installation non conformes – présentant des défauts d'entretien ou une usure de ses éléments constitutifs ;
- 12 installations non diagnostiquées.

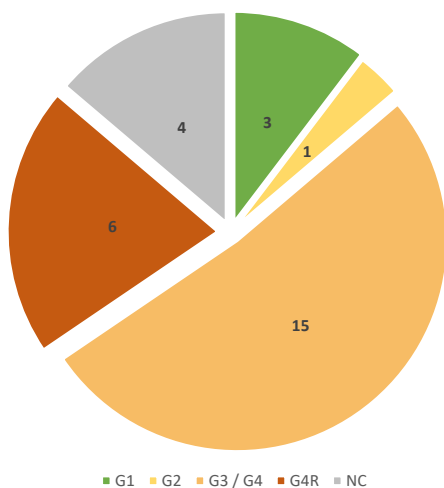


3.4.2 Caractérisation des installations en assainissement non collectif sur le village

Le repérage et la localisation des installations a été réalisée par Oteis sur le terrain et à partir des données fournies par le SPANC de la CC des Baronnies Provençales.

Sur 29 installations, seulement 3 habitations présentent aujourd'hui une conformité de leurs installations.

Conformité des installation en Assainissement Non Collectif



G1 : installation conforme

G2 : Installation conforme sous réserve

G3 / G4 : Installation non conforme ne présentant pas un danger pour la santé ou le milieu récepteur

G4 R : Installation non conforme présentant un danger pour la santé des personnes

Les problématiques majeures rencontrées sur les habitations sont : l'absence de terrain ou de place au sein du logement pour réaliser des travaux de mise en conformité, ainsi qu'une topographie défavorable pour la réalisation d'une installation autonome



4. ETUDE POUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 LES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

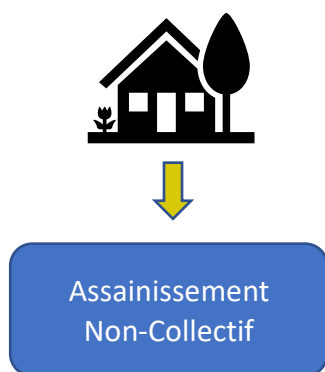
La mise en place d'installation d'assainissement autonome n'apparaît pas réalisable sur le village de Rochebrune.

En effet, les diagnostics de conformité des installations d'assainissement non collectif réalisées par le service du SPANC et la visite Oteis mettent en avant le manque de place sur les parcelles privées, une topographie défavorable (localisation du village sur un éperon rocheux) et une nature du sol de type rocheux ne laissant pas de possibilité quant à la réhabilitation ou à la mise en place de traitement en assainissement non collectif.

Sur les 29 installations, 23 ne présentent pas de caractéristiques favorables quant à une réhabilitation des installations dans les normes.

Seulement 3 habitations présentent aujourd'hui une conformité (sous réserve) de leurs installations.

Exemple d'installation non collectif sur Rochebrune



4.2 ESTIMATION FINANCIERE POUR UNE REHABILITATION DE L'ANC

L'estimatif financier détaillé du scénario ANC, pour la mise aux normes de 26 logements non conformes, est présenté dans les tableaux ci-après :

Mise au norme des installations en assainissement non collectif			
Eléments	Quantité	Coût unitaire	Prix estimatif
Ensemble d'assainissement par lit d'épandage	26	18 500 €	481 000 €
Total HT			481 000 €
Total HT MOE et imprévus compris + 20 %			577 200 €
Coût par habitation - Total HT MOE et imprévus compris + 20 %			19 903 €

La localisation du village laisse peu de choix quant à la possibilité de mettre au norme les installations d'assainissement non collectif. 23 des habitations ne disposent pas de terrain ou d'une topographie permettant une réhabilitation de leurs installations.

Le coût présenté de travaux pour la mise aux normes des installations apparaît donc pour mémoire, 19 900 €HT, la réalité de terrain ne permettant pas la réalisation de ces travaux.

5. PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Plusieurs projets de raccordement ont été étudiés.

Ces projets de raccordement concernent le secteur du village non raccordés au réseau d'assainissement où la mise en place d'installation d'assainissement autonome n'apparaît pas envisageable.

En effet, l'étude des installations réalisées par le service du SPANC et une visite Oteis met en avant le manque de place, une topographie défavorable et une nature du sol de type rocheux ne laissant pas de possibilité quant à la mise en place de traitement en assainissement non collectif.

Sur 29 installations, seulement 3 habitations présentent aujourd'hui une conformité sous réserve de leurs installations.

5.1 SECTEUR ETUDIE POUR LE RACCORDEMENT A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1.1 Caractéristique démographique sur le secteur du village

Le tableau ci-après est une synthèse de la population présente sur le village avec une répartition des habitants permanents et de la population saisonnière présente sur les 3 mois d'été :

	Village	INSEE 2019
Nombre d'habitant permanent	11	56
Nombre d'habitant secondaire maximum en période estivale	46	60
Touriste	4	29**

** Données touristiques estimées par Oteis

Les projections démographiques sont nulles sur le village de Rochebrune, la population estimée sera donc projetée aux horizons futurs.

Le tableau ci-contre est une synthèse de la population présente sur la commune à horizon 2050 :

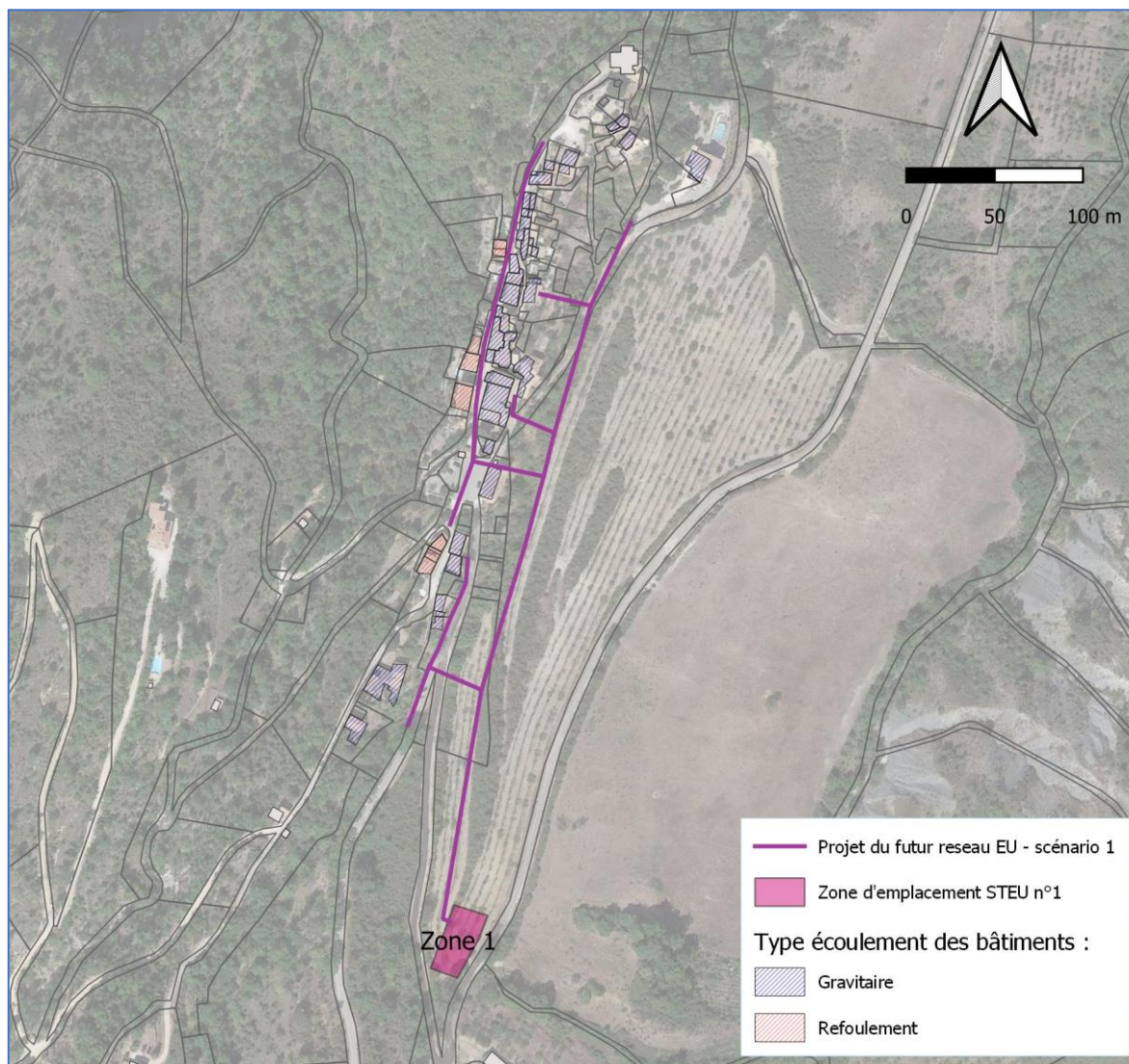
	Permanente	Secondaire	Touristique	Semaine de pointe
	<i>habitant</i>	<i>habitant</i>	<i>habitant</i>	<i>habitant</i>
2050	11	46	4	61

5.1.2 Scénario de raccordement retenu pour le village

La création d'un réseau propre à la collecte des eaux usées nécessitera une intervention sur la voirie du haut du village jusqu'à la future station d'épuration, travaux soumis à autorisation de la Z.P.A.U.P.

Plusieurs habitations sont situées en contre-bas de la route. La mise en place de groupes de pompage privés devra permettre de remonter les eaux usées vers le réseau de collecte principal qui fonctionnera gravitairement.

L'extrait cartographique suivant présente les habitations qui devront potentiellement mettre en place ce dispositif et localisation des collecteurs ainsi que la zone d'implantation pour la station d'épuration.



La collecte du village et l'acheminement vers la station d'épuration par le biais d'un réseau de transfert nécessitent les aménagements suivants :

- Réseau de collecte du hameau
 - la déconnexion des fosses septiques ou toutes eaux existantes (à la charge du particulier),
 - La mise en place de PR privés pour les habitations situées en contrebas du réseau (à la charge du particulier),
 - le raccordement de 29 habitations comprenant la fourniture et pose de 17 boîtes de branchement,
 - la fourniture et la pose de 910 ml de canalisations gravitaires en PVC Ø200.
- Réseau de transfert vers la station d'épuration
 - la fourniture et la pose de 415 ml de canalisations de transfert en PVC Ø200,
 - la création d'une station d'épuration FPR d'une capacité de 25 EH.

L'estimatif financier détaillé du scénario est présenté dans les tableaux ci-après :

Site 1 : Secteur Sud			
Eléments	Quantité	Coût unitaire	Prix estimatif
<i>Réseau de Collecte des Eaux Usées Strictes</i>			
Réseau PVC Ø200 mm gravitaire sous pavé	190	520 €	98 800 €
Réseau PVC Ø200 mm gravitaire sous voirie	250	320 €	80 000 €
Réseau PVC Ø50 mm gravitaire hors village	30	150 €	4 500 €
Branchements particuliers	29	1 250 €	36 250 €
<i>Réseau de Transfert des Eaux Usées Strictes</i>			
Réseau PVC Ø200 mm gravitaire hors village	415	320 €	132 800 €
Station d'épuration FPR 25 EH	1	116 000 €	116 000 €
Total HT			468 350 €
Total HT MOE et imprévus compris + 20 %			562 020 €
Coût par habitation - Total HT MOE et imprévus compris + 20 %			19 380 €

Le montant financier de ce **scénario s'élève à environ 562 000 €HT** comprenant 20% de coût d'imprévus et de maîtrise d'œuvre. Rapporté par logement raccordé, hors subvention, le coût de l'opération est estimé à **19 380 €HT/ logement**.

Ci-après quelques photos du site n°1 projeté :



Accès au site n°1



Localisation du site n°1

5.2 DIMENSIONNEMENT DE LA STATION D'EPURATION

En période de basse saison la population est de 10 habitants sur le village (10 EH).

Si le gîte et les habitations secondaires sont remplis durant 3 mois de l'année avec un nombre de 50 habitants maximum $((50 \text{ EH}/12) \times 3)$, cela rajoute 13 EH moyens aux 10 EH permanents, soit 23 EH en moyenne annuelle.

De plus, l'analyse des volumes facturés en 2023 sur le village a permis de définir les valeurs du tableau ci-dessous :

	Consommation totale facturé (m ³)	Consommation moyenne journalière facturé (m ³)	EH *1EH = 150 l/j
Basse-saison (Novembre-Avril)	260	1.43	10
Haute-saison (Mai-Octobre)	515	2.80	19

En prenant le ratio de 150 l/j/EH, les charges hydrauliques issues du village seraient de 10 EH en basse saison et de près de 20 EH en moyenne en période haute-saison.

Le dimensionnement de la station d'épuration en prenant en compte l'estimation de la population moyenne annuelle mais aussi la population en pointe estivale pourrait alors être de 25 EH.

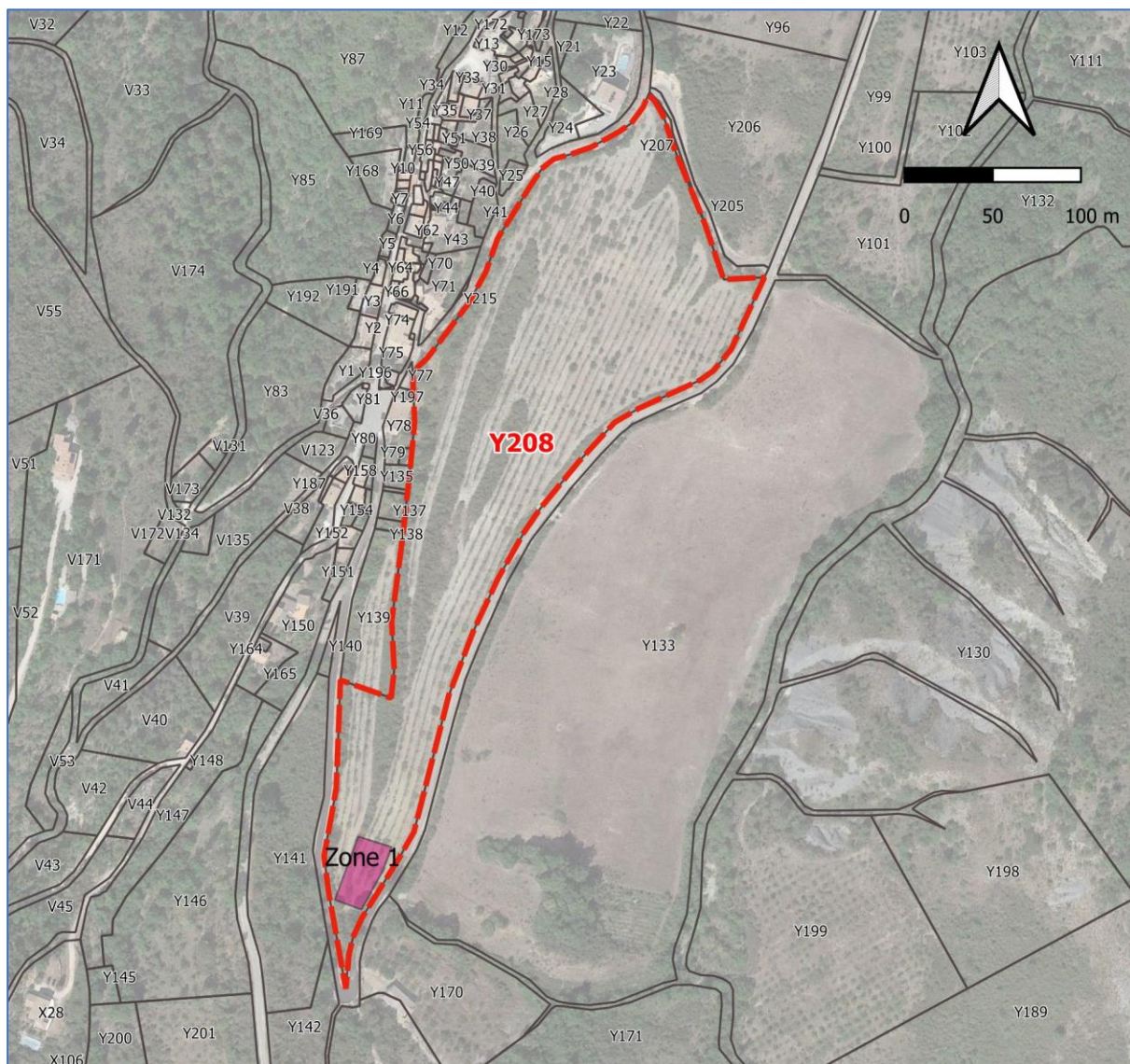
5.3 SITE DE LA FUTURE STATION D'EPURATION

5.3.1 Implantation

Le choix du site de la station résulte de la prise en compte des facteurs suivants :

- site de la station d'épuration déjà existant ;
- proximité des ouvrages existants et du réseau de collecte pour éviter un linéaire de réseau de transport trop conséquent ;
- hors zone inondable ;
- limiter la proximité avec les habitations les plus proches ;
- bonne intégration paysagère et hors périmètre de protection ;
- proximité et sensibilité du milieu récepteur des effluents épurés ;
- facilité d'accès et proximité pour l'exploitation.

La parcelle pressentie pour ce site est la suivante : **Y 208**. Le foncier n'appartient pas à la commune, l'acquisition foncière de la partie sud de la parcelle, englobant la zone projetée pour la future station d'épuration, devra être réalisée.



Les parcelles au nord de la station d'épuration présente l'avantage de grandes surfaces d'implantation et une pente satisfaisante pour un écoulement gravitaire des eaux usées jusqu'à l'entrée de la future station d'épuration.

5.3.2 Contraintes

5.3.2.1 Risques naturels identifiés

Le site n'est pas concerné par des risques naturels, excepté à l'exposition moyenne au retrait gonflement des argiles.

5.3.2.2 Zones naturelles

5.3.2.2.1 Zones humides

Le site est situé en dehors de l'emprise de la zone humide la plus proche

5.3.2.3 Le milieu naturel / zonage réglementaire

5.3.2.3.1 Site Natura 2000

Le site n'est pas concerné par une zone Natura 2000.

5.3.2.3.2 ZICO

Le site actuel n'est pas concerné par la Zone d'importance pour la conservation des oiseaux.

5.3.2.3.3 ZNIEFF

Le site est concerné par la ZNIEFF n° 820003632, « Chainon Occidentaux des Baronnies ».

Le site intègre le PNR des Baronnies Provençales.

5.3.2.1 Milieu récepteur

Le futur point de rejet sera dans le fossé communal sur environ 425 ml avant de traverser la route communale, le chemin de Sainte-Jalle, pour rejoindre l'exutoire naturel, le ruisseau de Pié Béraud.



5.3.2.2 Niveau de rejet

L'Arrêté national du 21 juillet 2015 impose au minimum les normes de rejets suivants :

	Concentration maximale	Rendement	Concentration réductrice
DBO5	35 mg/l	60 %	70 mg/l
DCO	200 mg/l	60 %	400 mg/l
MES	/	50 %	85 mg/l

5.3.3 Filière de traitement adaptée

Compte tenu des données retenues pour le dimensionnement et les niveaux de rejet à respecter, les filières eaux principales envisageables sont les suivantes :

- disques biologiques ;
- filtres plantés de roseaux.

Le tableau ci-après présente un comparatif technico-économique de ces différentes filières.

Scénario	Scénario 1 - Station d'épuration de type Disques biologiques	Scénario 2 - Station d'épuration de type Filtres plantés de roseaux (FPR)
Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> • Prétraitements • Disques biologiques • Lit de séchage plantés de roseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Prétraitements • Filtres plantés de roseaux (1er étage) • Filtres plantés de roseaux (2ème étage alimenté gravitairement)
Méthode de dimensionnement	<ul style="list-style-type: none"> • Dimensionnement sur la pointe estivale 	<ul style="list-style-type: none"> • Dimensionnement sur la basse saison / accepte la pointe estivale • Dimensionnement de FPR mono-étages dans des zones à forte augmentation de population estivale comme Rochebrune : réduction à 0.6 m²/EH avec une surface spécifique des filtres pour cette période d'au moins 0.6 m² par habitant en pointe estivale et de 1.2 m² hors période estivale
Démarches à engager et contraintes	Dossier Loi sur l'eau Etudes diverses (géotechnique, topographique, ...)	
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> • Système compact • Bon rendement épuratoires sur matières oxydables (DBO, DCO), MES • Possibilité d'éliminer le phosphore si demandé 	<ul style="list-style-type: none"> • Coûts investissement et d'exploitation plus faibles • Bon rendement épuratoires sur matières oxydables (DBO, DCO), MES • Possibilité d'acceptation d'une surcharge hydraulique en pointe estivale (50%) et eaux parasites • Facilité d'exploitation des ouvrages (possibilité d'exploitation en régie) • Absence de traitement primaire • Très bonne intégration paysagère • Possibilité d'extension future
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> • Coût de la solution élevé (investissement et exploitation) • Vigilances sur le plan électromécanique (maintenance) • Coût énergétique à considérer • Problématique de la gestion des boues à prévoir à long terme 	<ul style="list-style-type: none"> • Emprise foncière des ouvrages plus importante • Problématique de la gestion des boues à prévoir à long terme • Peu d'abattement de l'azote global (nitrates) et du phosphore • Faucardage à réaliser 1 fois par an (hiver)

Une filière de traitement par filtres plantés de roseaux mono-étages apparait la plus adaptée pour le traitement des effluents de Rochebrune, acceptant plus facilement la variation de charges (accroissement de la population en période estivale), investissement et coût d'exploitation limités, possibilité de gestion en régie et ou encore d'une bonne intégration paysagère dans le territoire.

5.3.4 Estimatif financier

L'estimatif financier détaillé du scénario 1 de création de la station d'épuration communale de 25 EH est présenté dans les tableaux ci-après :

Estimatif financier de la station d'épuration	
<ul style="list-style-type: none"> Réalisation de la nouvelle station d'épuration communale de capacité 25 EH et de type Lits Plantés de Roseaux : <ul style="list-style-type: none"> - Installation, études préalables et recollement - prétraitement - lits plantés de roseaux mono-étage (25 EH) - Terrassement - réseaux - voiries - aménagements extérieurs - frais divers Acquisition foncière 	15 000 €HT 8 000 €HT 50 000 €HT 16 000 €HT 6 500 €HT 5 500 €HT 5 000 €HT 10 000 €HT -
Coût total réalisation de la station d'épuration	116 000 €HT
Coût total réalisation de la station d'épuration + honoraires et imprévus (20%)	139 200 €HT

6. CHOIX DES ELUS ET ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

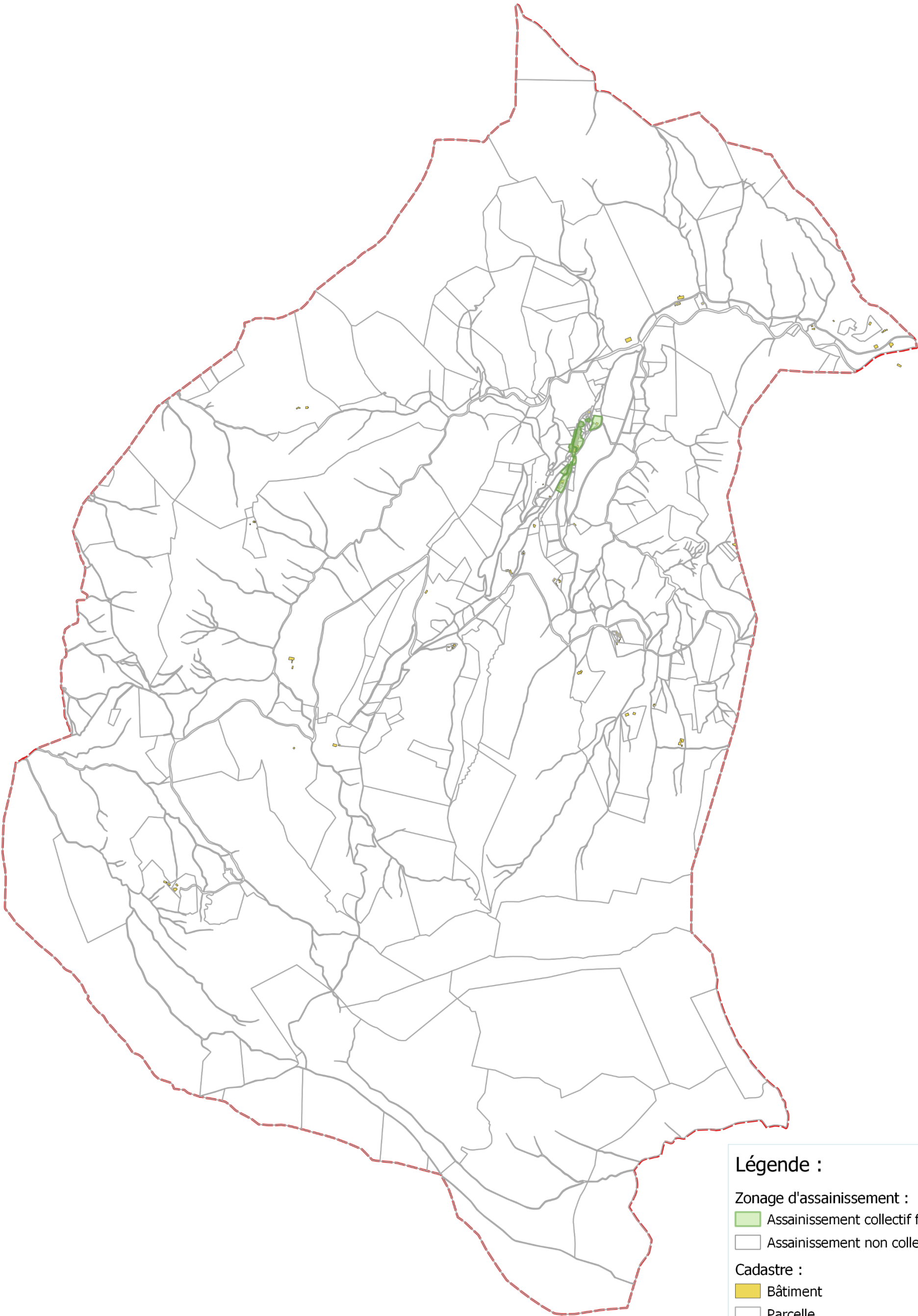
La carte de zonage de l'assainissement permet de connaître le mode d'assainissement qui a été retenu pour chaque zone homogène de la commune (zone en assainissement collectif et en assainissement non collectif).

Les choix de zonage suivants sont retenus :

- Les habitations qui seront raccordées à court terme seront classées en assainissement collectif futur, soit les 29 habitations du village de Rochebrune.
- Les autres zones de la commune, actuellement en assainissement non collectif sont maintenues ainsi.

Les cartes suivantes présentent le plan de zonage futur au format A3.

Le projet de zonage d'assainissement au format A0 est présenté en pièce annexe à ce dossier.



Légende :

Zonage d'assainissement :

- Assainissement collectif futur
- Assainissement non collectif

Cadastre :

- Bâtiment
- Parcelle
- Limite communale



Légende :

Zonage d'assainissement :

- Assainissement collectif futur
- Assainissement non collectif

Cadastre :

- Bâtiment
- Parcelle
- Limite communale

ANNEXES

[Annexe 1 : Plan zonage d'assainissement des eaux usées \(format A0\)](#)

[Annexe 2 : Fiche Evaluation Environnementale DREAL](#)

TEXTES REGLEMENTAIRES

- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg par jour de DBO5.
- Arrêté Préfectoral du 17 octobre 2013 relatif aux conditions de mise en œuvre des systèmes d'assainissement non collectif.
- Arrêté Préfectoral du 17 juin 2013 relatif aux modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue dans le département du Gard.
- Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
- Décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la partie Réglementaire du code de l'environnement.
- Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.
- Décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales.
- Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie Législation du code de l'environnement.
- Décret n°2000-318 du 7 avril 2000 relatif à la partie Réglementaire du code général des collectivités.
- Arrêté du 16 novembre 1998 modifiant l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes.
- Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi no 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
- La norme DTU 64-1.

GLOSSAIRE

Assainissement collectif

Systèmes d'assainissement comportant un réseau réalisé par la commune.

Assainissement autonome ou assainissement non collectif

Systèmes d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux ménagères

Eaux provenant des salles de bain, cuisines, buanderies, lavabos, etc.

Eaux vannes

Eaux provenant des W.C.

Eaux usées

Ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.

Effluents

Eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.

Filière d'assainissement

Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques, comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.

Hydromorphie

Traces visibles dans le sol correspondant à la présence d'eau temporaire.

Perméabilité

Capacité du sol à infiltrer de l'eau. Seul un essai de percolation permet d'évaluer ce paramètre.

PLU

Plan Local d'Urbanisme

ZNIEFF

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique